

Réforme territoriale : petites histoires autour d'un grand marchandage

LE MONDE | 04.06.2014 à 11h23 • Mis à jour le 04.06.2014 à 11h28 | Par Hélène Bekmezian ((avec le service France))

Les premiers coups de crayon ont été simples. « *Nous avons d'abord acté les mariages qui paraissaient naturels : l'Alsace avec la Lorraine, la Franche-Comté et la Bourgogne, et les deux Normandies, introduit un conseiller gouvernemental. Nous avons ensuite isolé les régions qui étaient trop grosses pour fusionner, comme l'Île-de-France ou Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Puis nous avons identifié celles qui avaient une histoire et une identité très marquées. »*

Et puis, soudain, le dessin est devenu beaucoup plus compliqué. La Bretagne, d'abord. En privé, Bernard Poignant, l'ancien maire de Quimper et conseiller de François Hollande à l'Elysée, plaidait pour un rapprochement avec les Pays de la Loire. C'était aussi l'avis de Jean-Marc Ayrault, ancien maire de Nantes. Manuel Valls, son successeur à Matignon, n'était pas contre non plus. Mais le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, a emporté le morceau pour une Bretagne indépendante, démontrant la puissance du lobby breton.

Contrarié, le président socialiste des Pays de la Loire, Jacques Auxiette, ne voulait quant à lui ni d'un rapprochement avec le Centre ni d'un mariage avec Poitou-Charentes, au grand regret de Ségolène Royal. Il est donc resté tout seul. De son côté, refusée également par l'Aquitaine, la ministre de l'écologie se retrouve finalement dans un « *gros haricot* », selon les mots d'un conseiller ministériel, avec le Centre et le Limousin... au grand dam de la Corrèze et notamment du maire de Tulle, Bernard Combes, conseiller à l'Elysée, qui aurait préféré un rattachement à l'Aquitaine. Tout au nord, Martine Aubry, qui avait plaidé contre une fusion du Nord-Pas-de-Calais avec la Picardie, peut être soulagée : Lille ne cohabitera pas avec Amiens.

C'est presque un euphémisme : « *Le poids des barons locaux est bien évidemment une dimension qui a joué dans la décision du président* », reconnaît un proche du chef de l'Etat. Pour autant, rien de bien neuf, d'après le député du Nord Bernard Roman qui se souvient des conditions dans lesquelles a été dessinée la France des vingt-deux régions en 1982. « *Pierre Mauroy avait d'abord présenté une carte de seize régions, mais François Mitterrand lui a répondu qu'il y avait plus de seize socialistes qui voulaient devenir président de région. Le premier ministre est ressorti du bureau avec vingt-deux régions.* »

Une fois ces questions de baronnies régionales réglées, « *il restait un solde de quelques régions qu'il fallait assembler* », poursuit le conseiller gouvernemental. Rejetée par le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie se retrouve obligée de fusionner avec la Champagne-Ardenne. « *Nous aurions préféré rester seul*, proteste Barbara

Pompili, député écologiste de la Somme, *mais quitte à choisir, le Nord-Pas-de-Calais aurait eu plus de sens.* »

Comme elle, ils sont plusieurs à penser que le gouvernement s'est refusé à créer cette région géante au nord pour ne pas offrir un boulevard électoral au Front national. Le principal intéressé, le patron socialiste de Picardie, Claude Gewerc, a, quant à lui, tout découvert devant sa télévision : « à 20 heures, TF1 annonçait la Picardie avec le Nord-Pas-de-Calais » et « deux heures plus tard, sur France 2, nous étions avec la Champagne-Ardenne ».

Plus au sud, le patron de la région Rhône-Alpes, le socialiste Jean-Jack Queyranne, avait plaidé auprès de Matignon pour rester indépendant tout en faisant savoir qu'il n'aurait rien contre recupérer l'Auvergne. Si cette région a basculé de son côté, c'est à la suite, dit-il, « d'un lobbying actif des élus du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire ». Le président de la région Auvergne, René Souchon en a été un peu vexé : « Je n'ai reçu de coup de fil de personne, d'aucun ministre, je l'ai appris sur le site de l'Elysée. Je le regrette profondément. En termes de méthode, ce n'est pas optimal... »

En descendant plus au sud, le moral n'est pas meilleur. Obligé de fusionner avec Midi-Pyrénées, le président de la région Languedoc-Roussillon, Christian Bourquin, dénonce pour sa part une « carte de la France des copains ». Il n'est pas le seul. « François Hollande a agi comme s'il était dans un congrès du PS. Cela a été du grand marchandage, sans aucune réflexion sur les territoires », appuie un autre président de région socialiste.

Lors de ses consultations à l'Elysée, une quinzaine d'entretiens dans le « salon vert » attendant à son bureau du premier étage, entre le 13 et le 16 mai, le chef de l'Etat s'était pourtant montré ouvert. Sauf sur un point : la suppression à terme des départements. « Il était très clair là-dessus, on a vite compris que ce n'était pas négociable », confie l'un des socialistes ayant participé aux entretiens. « Comme ancien président du conseil général de Corrèze, il a vécu la complexité de la nouvelle carte territoriale et a pris acte du fait que le département n'est plus le bon échelon pour agir », ajoute un ami du chef de l'Etat.

Est-ce alors parce que « les critiques d'élus locaux étaient inévitables », comme l'a dit le premier ministre, mardi 3 juin, que le gouvernement s'est hâté au dernier moment de façon si brouillonne ? Annoncée le 8 avril par Manuel Valls lors de son discours de politique générale, « la réforme a été pour l'essentiel décidée lundi 2 juin lors du déjeuner entre le président et le premier ministre, et de la réunion du soir à l'Elysée », rapporte un proche du président. Dans la précipitation, une première version est envoyée à la presse régionale, faisant mention de la volonté du président de « ramener le nombre de régions de 22 à XXX ».

Mardi, le premier ministre s'est appliqué à développer la méthode et le calendrier, pendant vingt-cinq minutes au micro de Jean-Jacques Bourdin sur RMC le matin, puis en répondant lui-même à près de la moitié des questions au gouvernement à l'Assemblée l'après-midi, avant de rentrer à pied à Matignon et d'improviser une petite conférence de presse devant le 57, rue de Varenne. Reprenant ses propos du matin, il tempore alors sur les « évolutions » possibles de la réforme. « Je n'ai pas voulu fermer le débat parlementaire, il fallait laisser un peu de jeu, je ne pouvais pas

dire d'emblée : "C'est fini", se justifie-t-il. Il ne peut pas y avoir plus de quatorze régions, mais si l'on trouve des solutions dans le débat parlementaire pour en avoir moins, cela est ouvert. » Pas question en revanche d'éclater les régions : « Il n'y aura pas de droit d'option pour les départements », assure Manuel Valls.

Deux projets de lois devraient être présentés au conseil des ministres du 18 juin. Le premier, censé définir la carte des régions et le report des élections, pourrait être examiné au Sénat dans la première quinzaine de juillet et promulgué fin novembre. Le député de l'Ardèche, Olivier Dussopt, qui cent fois déjà a dû revoir sa copie, sera rapporteur sur ce texte. Quant au second projet de loi, qui portera sur les compétences des régions et des intercommunalités, il pourrait avoir pour rapporteur Carlos Da Silva, proche de Manuel Valls ou Sébastien Denaja, jeune député socialiste de l'Hérault.

Leur tâche sera ardue. Plusieurs élus avancent déjà la possibilité de faire passer le texte avec l'article 49-3 de la Constitution, en engageant la responsabilité du gouvernement. « Je vois mal comment il peut y avoir une majorité en l'état », confiait Thierry Mandon, mercredi, quelques heures à peine avant d'apprendre sa nomination comme secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat. « La carte peut être améliorée, mais il ne faut pas dénaturer la réforme », prévenait-il déjà. Pour Carlos Da Silva, « la réforme territoriale est plus qu'une simple réforme technique, elle est un symbole politique. Si nous devons reculer pour des raisons purement tactiques ou politiques, c'en serait terminé de notre puissance à agir dans l'opinion ».

Un autre proche de Manuel Valls en est cependant convaincu : « Ne nous emballons pas, les départements ont encore une belle vie devant eux car il y a un postulat pour que la réforme aboutisse en 2020 : il faut qu'on soit d'abord réélus en 2017... Si la droite repasse, elle détricotera notre réforme comme nous-mêmes l'avons fait avec celle de Nicolas Sarkozy créant les conseillers territoriaux... »